



EDUNIVERSAL

Siège social : 19, Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON
Société anonyme au capital de 1 561 027,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2022



RSM Paris

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

EDUNIVERSAL

Siège social : 19 Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON

Société anonyme au capital de 1 561 027,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2022

A l'assemblée générale de la société EDUNIVERSAL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EDUNIVERSAL relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables – Règles générales » de l'annexe indiquant que l'appréciation notamment de la valeur des actifs incorporels et financiers ainsi que des créances et valeurs mobilières de placements détenus par votre société repose sur des estimations, basées sur des données prévisionnelles d'activité. Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les résultats réels pourraient s'avérer différents.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Immobilisations incorporelles, immobilisations financières et comptes courants actifs

Le paragraphe « Règles générales » de l'annexe indique que la préparation des états financiers repose sur des estimations basées sur des données prévisionnelles d'activité. Nos travaux ont consisté à examiner la documentation relative à ces estimations et à nous entretenir avec la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations, nous avons effectué des tests de sensibilité afin de mesurer l'impact d'une réalisation du niveau d'activité inférieur aux prévisions sachant que par nature les prévisions revêtent un caractère incertain et présentent des aléas notamment dans le contexte économique actuel. Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe concernant les immobilisations incorporelles et financières ainsi que les créances en compte courant.

Créances clients

Le paragraphe « règles et méthodes comptables – créances » de l'annexe précise que l'évaluation individualisée des créances clients repose sur une estimation du risque de non-recouvrement compte tenu du contexte et de circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues. Nos travaux ont consisté à se faire présenter les procédures de recouvrement actuellement en place, à examiner la documentation relative à ces estimations, à nous entretenir avec la direction et à revoir l'évolution des sommes à recouvrer depuis le 1^{er} octobre 2022. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 27 juin 2023

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Sébastien MARTINEAU

Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2022	Net 30/09/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	3 787 733	3 256 281	531 452	200 744
Fonds commercial (1)	509 147		509 147	509 147
Autres immobilisations incorporelles	441 962		441 962	540 196
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	389 964	241 793	148 172	146 891
Immobilisations corporelles en cours				7 612
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	4 661 678	4 439 423	222 255	622 255
Créances rattachées aux participations	143 623	143 623		
Autres titres immobilisés	280 000	224 000	56 000	56 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	52 162		52 162	44 332
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 266 268	8 305 120	1 961 149	2 127 177
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	250 065		250 065	191 229
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	7 448 570	2 839 802	4 608 767	3 908 616
Autres créances	2 352 308	945 737	1 406 572	1 433 022
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	2 388 949	1 787 571	601 378	816 876
Disponibilités	64 287		64 287	104 169
Charges constatées d'avance (3)	68 733		68 733	131 474
TOTAL ACTIF CIRCULANT	12 572 911	5 573 110	6 999 801	6 585 386
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	22 839 179	13 878 230	8 960 950	8 712 563
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				1 170 298

Bilan passif

	30/09/2022	30/09/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 561 028	1 561 028
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 237 379	19 237 379
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	60 759	60 759
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	80 852	80 852
Autres réserves	5 817	5 817
Report à nouveau	-19 873 258	-21 224 185
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	679 555	1 350 927
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	104 528	104 528
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 856 660	1 177 106
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 752	2 910
Emprunts et dettes financières diverses (3)	146 125	170 140
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	761 194	1 106 326
Dettes fiscales et sociales	2 140 966	2 229 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 064 968	3 273 643
Produits constatés d'avance	987 283	753 408
TOTAL DETTES	7 104 290	7 535 457
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 960 950	8 712 563
(1) Dont à plus d'un an (a)	2 628 599	3 186 093
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 475 691	4 197 189
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	3 752	2 910
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	30/09/2022	30/09/2021
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	4 293 911	3 856 600
Chiffre d'affaires net	4 293 911	3 856 600
<i>Dont à l'exportation</i>		124 970
Production stockée	58 836	5 423
Production immobilisée	441 962	298 263
Subventions d'exploitation	7 333	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	19 814	26 638
Autres produits	57	243
Total I	4 821 913	4 187 168
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 665 091	1 333 745
Impôts, taxes et versements assimilés	52 392	58 171
Salaires et traitements	1 352 921	935 364
Charges sociales	545 134	386 559
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	232 320	51 776
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	27 089	5 440
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	29 714	46 075
Total II	3 904 660	2 817 130
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	917 252	1 370 038
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	4 491	481 191
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	21 588	
Différences positives de change	26	94
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	26 105	481 284
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	446 108	21 861
Intérêts et charges assimilées (4)	12 796	481 125
Différences négatives de change	166	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	300	
Total VI	459 370	502 986
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-433 265	-21 702
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	483 988	1 348 336

Compte de résultat

	30/09/2022	30/09/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		46 997
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		129 323
Total produits exceptionnels (VII)		176 320
Sur opérations de gestion	85 478	152 192
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		300 000
Total charges exceptionnelles (VIII)	85 478	452 192
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-85 478	-275 872
Impôts sur les bénéfices (X)	-281 046	-278 463
Total des produits (I+III+V+VII)	4 848 018	4 844 772
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 168 463	3 493 845
BENEFICE OU PERTE	679 555	1 350 927
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	245	

COMPTES ANNUELS

2022

Période du 01/10/2021 au 30/09/2022

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA EDUNIVERSAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2022, dont le total est de 8 960 950 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 679 555 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2021 au 30/09/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 06/06/2023 par le conseil d'administration.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au PCG et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société EDUNIVERSAL a été mise en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

A l'issue de la période d'observation renouvelée, la Société a obtenu un plan de continuation auprès du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 20 Février 2019.

A l'initiative de l'entreprise, le plan a fait l'objet d'une demande de modification permettant un allongement de sa durée et une modulation des deux prochaines échéances (2022/2023). Cette demande a été accordée par jugement du 16 Juillet 2021.

Compte tenu de la poursuite du plan de redressement, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause et a été retenu dans le cadre de l'établissement des comptes annuels au 30/09/2022.

Le plan de continuation a été établi sur une durée de 9 ans avec des échéances progressives, portée à 10 ans compte tenu de la modification.

Base de préparation des comptes annuels : La préparation des états financiers implique que la direction de la société procède à des estimations comptables et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan, les montants de charges et de produits au compte de résultat et les engagements relatifs à l'exercice clos. Ces hypothèses concernent principalement les immobilisations incorporelles (sites internet immobilisés et fonds commerciaux), les titres de participation, les titres immobilisés, et les créances (fiscales, commerciales ou comptes courants) ainsi que les valeurs mobilières de placement (actions propres).

Elles portent principalement sur des prévisions pluriannuelles de chiffre d'affaires et de charges reprises dans des business plans. Ces hypothèses reposent également sur l'analyse que fait la direction de la capacité de tiers à honorer leurs engagements du fait de projets /réalisations attendus de la part de ces contreparties.

La société s'est attachée à mettre en oeuvre une démarche raisonnable et cohérente avec le niveau de risque identifié. Le contexte particulier de très forte incertitude qui résulte de la guerre en Ukraine a ainsi amené la société à intégrer dans son approche les conséquences de cet évènement compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les réalisations pourraient s'avérer différentes des valeurs retenues dans le business plan.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des actifs incorporels repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts

· Sites internet :

Les sites internet sont amortis sur 3 ans en linéaire à compter de leur mise en service.

Les sites en cours de développement sont comptabilisés dans le poste immobilisations en cours dès lors qu'ils remplissent les conditions de comptabilisation des immobilisations incorporelles.

· Fonds commerciaux :

Les fonds commerciaux sont les suivants :

- de la société ACL Conseil, absorbée par SMBG en 2009,
- de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011.

Les fonds commerciaux ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur conformément au règlement ANC 2015-006 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et portant sur les règles d'amortissement et de dépréciation des immobilisations incorporelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des fonds de commerce repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les stocks correspondent à des travaux en cours relatifs aux coûts de production des différents guides édités par la société Eduniversal. Ces coûts de production sont évalués en fonction des temps passés par les salariés pour la réalisation de ces guides. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques de non recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et garanties obtenues.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts font l'objet d'un étalement sur la durée des emprunts.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La société EDUNIVERSAL a bénéficié d'un Crédit d'impôt innovation de 282 K€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	509 147			509 147
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 780 121	989 770	540 196	4 229 695
Immobilisations incorporelles	4 289 268	989 770	540 196	4 738 842
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	88 251			88 251
- Matériel de transport	35 638			35 638
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	249 576	16 500		266 076
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	7 612		7 612	
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	381 077	16 500	7 612	389 964
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 805 300			4 805 300
- Autres titres immobilisés	280 000			280 000
- Prêts et autres immobilisations financières	44 332	7 830		52 162
Immobilisations financières	5 129 633	7 830		5 137 462
ACTIF IMMOBILISE	9 799 977	1 014 099	547 808	10 266 268

Immobilisations incorporelles

Il convient de noter la mise en service de frais de développement relatifs au programme matching pour un montant de 540 K€ sur l'exercice.

Notes sur le bilan

Fonds commercial

	30/09/2022
Éléments achetés	284 210
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	224 936
Total	509 147

Les fonds de commerce correspondent à l'activité "Base de données" :

- a) de la société ACL CONSEIL, absorbée par SMBG en 2009
- b) de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011

Immobilisations financières

A la clôture, les titres de participation sont évalués selon leur valeur d'utilité (PCG art. 332-3, al. 1er).

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

L'évaluation de la valeur nette des titres de participation (Smbg Finance, Noir sur blanc, The Agency Ltd, Tild,O'Potentiels) et des créances qui leur sont attachées (comptes-courants et créances clients) repose sur des données prévisionnelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La valeur recouvrable qui repose essentiellement sur des données prévisionnelles est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique à l'entité.

Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La valeur recouvrable des autres titres immobilisées est basée sur une approche patrimoniale.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition et sont amortis sur 5 ans en amortissements dérogatoires.

S'agissant de NOIR SUR BLANC, suite à la décision de liquidation judiciaire en date du 31 janvier 2018, les titres ont été dépréciés à 100%.

Enfin, concernant OPOTENTIEL, une valorisation tenant compte des prévisions d'activité et de rentabilité a été établie. Celle ci conduit à une augmentation de la dépréciation déjà existante à hauteur de 400 K€.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - **(2)** Capitaux propres autres que le capital - **(3)** Quote-part du capital détenue (en pourcentage)**(4)** Valeur comptable brute des titres détenus - **(5)** Valeur comptable nette des titres détenus**(6)** Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - **(7)** Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise**(8)** Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - **(9)** Résultat du dernier exercice clos**(10)** Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SMBG FINANCES		-576	51,00			144				
SARL NOIR SUR BLANC	29		100,00	2 238						
THE AGENCY	1		100,00	529						
SASU O ! POTENTIELS	8	-539	100,00	1 857	222	393		117	-8	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
SAS TILD	76	-124	49,00	38	38				90	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 039 181	217 100		3 256 281
Immobilisations incorporelles	3 039 181	217 100		3 256 281
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	22 978	10 080		33 058
- Matériel de transport	33 157	898		34 056
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	170 438	4 241		174 679
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	226 573	15 219		241 793
ACTIF IMMOBILISE	3 265 754	232 320		3 498 073

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 10 065 396 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	143 623		143 623
Prêts			
Autres	52 162		52 162
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	7 448 570	7 448 570	
Autres	2 352 308	2 352 308	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	68 733	68 733	
Total	10 065 396	9 869 611	195 785
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	1 001 833
RABAIS REMISES RISTOUR. A OBTENIR	91 538
Total	1 093 371

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 88 442 euros pour une valeur comptable de 1 207 465 euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 1 119 058 euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
ACTIONS RESEAU ENTREPRENDRE	1 207 465	88 442		1 119 058
TOTAL	1 207 465	88 442		1 119 058

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 3 785 539 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Créances clients	2 839 802
Comptes courants	945 737
TOTAL	3 785 539

Les risques de non-recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues.

Dépréciation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1 787 571 euros. Par catégorie de valeurs mobilières, les éléments significatifs sont :

	Montant
DEPRECIATION ACTIONS ENTREPRENDRE	1 119 058
ACTIONS PROPRES ET OPTIONS ACHAT GOLD STOCK	668 513
TOTAL	1 787 571

Conformément à l'article L.221-6 du PCG, la valeur d'inventaire des actions ENTREPRENDRE a été déterminée par rapport au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

La dépréciation relative aux actions propres EDUNIVERSAL a été calculée sur la base du prix de souscription de la dernière augmentation de capital (souscrite par EDUNIVERSAL RECONQUETE), ce qui correspond à la dernière transaction connue.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 561 027,80 euros décomposé en 15 610 278 titres d'une valeur nominale de 0,10 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 31/03/2022.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-21 224 185
Résultat de l'exercice précédent	1 350 927
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-19 873 258
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-19 873 258
Total des affectations	-19 873 258

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/10/2021	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/09/2022
Capital	1 561 028				1 561 028
Primes d'émission	19 237 379				19 237 379
Réserve légale	60 759				60 759
Réserves générales	5 817				5 817
Réserves réglementées	80 852				80 852
Report à Nouveau	-21 224 185	-19 873 258	-19 873 258	-21 224 185	-19 873 258
Résultat de l'exercice	1 350 927	-1 350 927	679 555	1 350 927	679 555
<i>Dividendes</i>					
Provisions réglementées	104 528				104 528
Total Capitaux Propres	1 177 106	-21 224 185	-19 193 703	-19 873 258	1 856 660

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	104 528			104 528
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	104 528			104 528
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 104 290 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	3 752	3 752		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	26 903	26 143		760
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	761 194	761 194		
Dettes fiscales et sociales	2 140 966	2 140 966		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 184 190	556 351	1 461 072	1 166 767
Produits constatés d'avance	987 283	987 283		
Total	7 104 290	4 475 691	1 461 072	1 167 527
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	119 222			

Charges à payer

	Montant
FOURNIS. FACTURES NON PARVENUES	87 221
FOURNIS. FNP NDF	25 000
INTERETS COURUS A PAYER	3 619
DETTES PROVISIO. POUR CONGES PAYES	126 662
AUTRES CHARGES A PAYER	131 384
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	57 406
AUTRES CHARGES A PAYER	75 974
AVIS RECOUVREMENT M5 10 10 17	36 168
TAXE APPRENTISSAGE	931
FORMATION CONTINUE	259
RABAIS REMISES RIST. A ACCORDER	4 485
Total	549 109

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	68 733		
Total	68 733		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	987 283		
Total	987 283		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	30/09/2022
PRESTATIONS DE SERVICES	4 293 910
TOTAL	4 293 911

Répartition par marché géographique

	30/09/2022
CA FRANCE	4 293 910
TOTAL	4 293 911

Les revenus de la société sont principalement constitués d'insertions publicitaires.

Les produits issus des prestations de référencement sont constatés lors de la signature des bons d'insertion.

Les produits issus des insertions publicitaires papiers sont constatés dès la sortie des guides.

Les produits issus de la vente des insertions publicitaires internet sont étalés sur la durée d'affichage.

Les produits issus de l'activité Booking sont constatés au moment de l'admissibilité du candidat (Mode A), de son inscription (Mode B), ou de la signature du bon de commande (Modes C et D).

La partie du chiffre d'affaires relative à l'exercice suivant est constatée en produits constatés d'avance (PCA).

Les produits de l'activité matching sont constatés à l'ouverture de l'accès à la plateforme aux clients.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	30/09/2022	30/09/2021
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 491	481 191
Reprises sur provisions et transferts de charge	21 588	
Différences positives de change	26	94
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	26 105	481 284
Dotations financières aux amortissements et provisions	446 108	21 861
Intérêts et charges assimilées	12 796	481 125
Différences négatives de change	166	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	300	
Total des charges financières	459 370	502 986
Résultat financier	-433 265	-21 702

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités sur marchés	8 207	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	3 274	
Dons, libéralités	20 000	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	38 795	
Charges sur exercices antérieurs	15 203	
TOTAL	85 478	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 15 personnes.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

La société a pris un engagement de soutien vis à vis de la filiale O POTENTIELS.